

SERVICE TECHNIQUE

☎ 05 46 30 19 19

✉ domaine.public2@aytre.fr

Affaire suivie par : LM/Gestion du Domaine Public

**Arrêté n° 25-AT-0094  
prorogeant l'arrêté n° 24-AT-0355**

**Portant réglementation**

**RUE DE LA MARNE**



**VU** le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L. 2213-1 à L. 2213-6

**VU** l'arrêté n° 24-AT-0355 en date du 27/12/2024

**CONSIDÉRANT** que les travaux n'ont pas pu être achevés

Le Maire d'Aytré **ARRÊTE** :

**ARTICLE 1 :**

Les dispositions de l'arrêté 24-AT-0355 du 27/12/2024, portant réglementation de la circulation RUE DE LA MARNE, sont prorogées jusqu'au 30/04/2025.

**ARTICLE 2 :**

Monsieur le Maire est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Fait à Aytré, le 31 mars 2025

**Tony LOISEL**

*Monsieur le Maire*



**DIFFUSION :**

- Monsieur Nicolas SAGE (ERT TECHNOLOGIE)
- Monsieur le Maire
- Responsable Police Municipale

Conformément aux dispositions du Code de justice administrative, le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif compétent ou sur internet, à l'adresse [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr), dans un délai de deux mois à compter de sa date de notification ou de publication.

Conformément aux dispositions de la loi n°2018-493 du 20 juin 2018 relative à la protection des données personnelles, le bénéficiaire est informé qu'il dispose d'un droit d'accès, de rectification, d'effacement ou de demande de limitation de traitement des données qu'il peut exercer, pour les informations le concernant, auprès de la collectivité signataire du présent document.

**SERVICE TECHNIQUE**

☎ 05 46 30 19 46

✉ [domaine.public1@aytre.fr](mailto:domaine.public1@aytre.fr)

Affaire suivie par : Eric SAUTEREAU

**Arrêté temporaire n°24-AT-0355  
Portant réglementation de la circulation**

**RUE DE LA MARNE**



VU le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L. 2213-1 à L. 2213-6

VU le Code de la route et notamment les articles R. 411-8, R. 411-21-1, R. 413-1 et R. 417-10

VU la demande d'autorisation de voirie n°24-AV-0433, formulée par ERT TECHNOLOGIES - 4 Rue Ampère - Z.A. La Corne Neuve - 17139 DOMPIERRE SUR MER

**CONSIDÉRANT** que des travaux sur réseaux ou ouvrages de fibre optique rendent nécessaire d'arrêter la réglementation appropriée de la circulation, afin d'assurer la sécurité des usagers, du 20/01/2025 au 28/02/2025 RUE DE LA MARNE

Le Maire d'Aytré **ARRÊTE** :

**ARTICLE 1 :**

À compter du 20/01/2025 et jusqu'au 28/02/2025, RUE DE LA MARNE, un rétrécissement de chaussée, compte tenu de la réalisation des travaux en bordure de voie, entraîne une modification des conditions de circulation et de stationnement. Les véhicules venant de du côté opposé à l'emprise sur chaussée ont la priorité de passage sur les autres véhicules. La circulation est alternée par B15+C18. Les emplacements de stationnement situés au droit de l'empiètement sont neutralisés.

**ARTICLE 2 :**

La signalisation réglementaire conforme aux dispositions de l'Instruction Interministérielle sur la signalisation routière sera mise en place par le demandeur, ERT TECHNOLOGIE.

**ARTICLE 3 :**

Monsieur le Maire est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Fait à Aytré, le 27 décembre 2024

**Tony LOISEL**

Monsieur le Maire



**DIFFUSION:**

- ERT TECHNOLOGIE
- Monsieur le Maire - Responsable Police Municipale
- DDSP

Conformément aux dispositions du Code de Justice administrative, le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif compétent ou sur internet, à l'adresse [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr), dans un délai de deux mois à compter de sa date de notification ou de publication.

Conformément aux dispositions de la loi n°2018-493 du 20 juin 2018 relative à la protection des données personnelles, le bénéficiaire est informé qu'il dispose d'un droit d'accès, de rectification, d'effacement ou de demande de limitation de traitement des données qu'il peut exercer, pour les informations le concernant, auprès de la collectivité signataire du présent document.